



### **Déclaration de la CGT Educ'action Nantes à la CAPA du 12 mai 2022**

Le résultat de l'élection présidentielle a reconduit le président sortant, M. Macron. Lors de sa campagne, il a annoncé que pour gagner plus, il faudra que les enseignant-es travaillent plus. Après la deuxième heure supplémentaire imposée, les heures supplémentaires autorisées pour les agents à temps partiel, l'objectif tout affiché est de mettre en cause le temps de travail et les obligations de service des personnels.

Quel bilan nous apportons de ce quinquennat pour notre Ministère ? Une dégradation constante des services publics, une baisse continue des Heures Postes au profit des heures supplémentaires, des réformes successives qui suppriment le nombre d'heures d'enseignements disciplinaires pour les élèves, l'absence de créations de postes administratifs et techniques. Tout cela a des conséquences dramatiques pour les personnels et les élèves : augmentation des démissions de stagiaires, des volontés de départs individuelles au travers de la rupture conventionnelle ou le détachement, des démissions, mais plus encore mal-être pouvant aller jusqu'à la mort dans le cas de Christine Renon, directrice d'école.

Pour lutter contre le « manque d'attractivité de l'Education nationale », on a vu se succéder les mesurette d'une politique de primes et de continuité du gel du point d'indice : augmentation de l'IFSE, prime d'attractivité, prime informatique, revalorisation des taux des indemnités des documentalistes, PSYEN,....prise en charge de la Protection Sociale Complémentaire,....L'augmentation mécanique du SMIC tasse les grilles de rémunération et rend l'Education nationale encore moins attractive.

Dans notre secteur, la contre-réforme Blanquer a déjà largement attaqué le lycée professionnel et les PLP. Le président veut aller plus loin, jusqu'à démanteler la voie professionnelle sous statut scolaire en rapprochant les 650 000 élèves inscrit-es dans la voie professionnelle de l'apprentissage. Pour les PLP, la seule revalorisation salariale proposée sera liée à l'exercice de quatre missions annualisées. Les PLP prennent ces annonces comme un manque de considération voire un mépris vis-à-vis de leur travail qui a explosé ces dernières années. L'expérimentation de l'académie de Nancy-Metz de recruter une brigade remplacement numérique pour pallier à la pénurie de contractuel-les ne va pas non plus dans le sens du progrès pour nos élèves et pour les personnels. Qui peut imaginer que la transmission et l'apprentissage de savoirs peuvent se faire à travers un écran interposé d'autant plus pour nos élèves issu-es en grande majorité des classes sociales défavorisées et qui auraient besoin au contraire de personnels qualifiés et formés et des cours à effectifs réduits ?

Face à la dégradation des conditions de travail dans nos établissements, au manque de reconnaissance salariale et parfois un manque de soutien de la part de leur hiérarchie, de plus en plus de collègues nous sollicitent pour quitter l'Education Nationale. C'est inquiétant pour l'avenir d'autant plus si on fait un parallèle avec la dégradation de l'école publique aux Etats-Unis et la vague de démission des enseignant-es. Nous souhaitons savoir à quelle date, les collègues qui ont demandé une rupture conventionnelle auront une réponse de la part de l'institution ?

Concernant la tenue des CAPA, nous souhaitons un retour à des instances en présentiel avec la présence de l'ensemble des représentant-es, ce qui permet un dialogue social plus aisé et compréhensible et une convocation à partir de 9h30 pour que nos élu.es paritaires puissent prendre les transports en commun imposés par la plate-forme de réservation académique.

Nous concluons par nos remerciements aux personnels du rectorat qui subissent également au quotidien les restrictions budgétaires et la dégradation de leurs conditions de travail avec des personnels qui ne sont pas toujours remplacés. Nous serons au côté des personnels de la DIPE lors des actions à venir. Ils contestent la réorganisation de leur service et ont émis des fortes inquiétudes face à une restructuration qui va casser un collectif de travail et des expertises qui fonctionnent. Nous ne sommes pas dupes des objectifs non affichés : aller encore plus dans l'autonomie des établissements en permettant aux chef-fes d'établissement de recruter leurs personnels, faire disparaître le remplacement pour imposer encore plus de polyvalence et d'heures supplémentaires aux titulaires et TZR.